

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 91 — 3358 (91 — 1928)

18 JUILLET 1991. — Loi organique du contrôle des services de police et de renseignements. — Erratum

Moniteur belge du 26 juillet 1991, page 16593 :

Dans le texte français de l'article 50, 2e et 3e ligne, les mots « service de police » sont remplacés par les mots « service de renseignements ».

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 91 — 3358 (91 — 1928)

18 JULI 1991. — Wet tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten. — Erratum
Belgisch Staatsblad van 26 juli 1991, pagina 16593 :

In de Franse tekst van het artikel 50, 2e en 3e lijn, worden de woorden « service de police » door de woorden « service de renseignements » vervangen.

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES, MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE, MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE, MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 91 — 3359

10 OCTOBRE 1991. — Accord de coopération conclu entre l'Etat, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale, pour la gestion commune de certains éléments du patrimoine de l'Institut économique et social des classes moyennes

Vu les articles 59bis et 107quater de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 4, 4^o et 5^o, l'article 6, § 1er, I, et l'article 92bis, § 1er;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 75, § 2;

Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 24;

Considérant que dans la procédure de transfert des biens, droits et obligations de l'Institut économique et social des classes moyennes, il convient de régler par un accord de coopération la manière dont les bâtiments et les œuvres d'art qui y sont intégrées seront gérés en indivision par les parties contractantes;

Considérant que des garanties doivent être apportées aux parties contractantes quant à la disposition des ouvrages de la bibliothèque dudit Institut, transférés au Conseil supérieur des classes moyennes, à la Communauté française et à la Communauté flamande;

L'Etat, représenté par le Ministre des Classes moyennes, le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics;

La Communauté flamande, représentée par son Exécutif, en la personne du Président;

La Communauté française, représentée par son Exécutif, en la personne du Ministre-Président;

La Région flamande, représentée par son Exécutif, en la personne du Président et du Ministre communautaire de l'Economie, des Classes moyennes et de l'Energie;

La Région wallonne, représentée par son Exécutif, en la personne du Ministre-Président;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Exécutif, en la personne du Président et du Ministre de l'Economie,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1er. Pour l'application du présent accord, il y a lieu d'entendre par :

- Institut : l'Institut économique et social des classes moyennes;
- Conseil supérieur : le Conseil supérieur des classes moyennes.
- Régie : la Régie des bâtiments.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND, MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR, MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP, MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST, MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 91 — 3359

10 OKTOBER 1991. — Samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende het gemeenschappelijk beheer van sommige elementen van het vermogen van het Economisch en Sociaal Instituut voor de middenstand

Gelet op artikel 59bis en artikel 107quater van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 4, 4^o en 5^o, artikel 6, § 1, I et artikel 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 75, § 2;

Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikel 24;

Overwegende dat volgens de procedure tot overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen van het Economisch en Sociaal Instituut voor de middenstand, bij samenwerkingsakkoord de wijze moet worden bepaald waarop de gebouwen en kunstwerken die deel ervan uitmaken, in medeëigendom zullen worden beheerd door de verschillende partijen bij dit akkoord;

Overwegende dat de verschillende partijen waarborgen moeten krijgen betreffende de toegankelijkheid van de werken uit de bibliotheek van dit Instituut, overgedragen naar de Hoge Raad voor de middenstand, naar de Vlaamse Gemeenschap en naar de Franse Gemeenschap;

De Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Middenstand, de Staatssecretaris voor Middenstand en de Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Executieve, in de persoon van de Voorzitter;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Executieve, in de persoon van de Minister-Voorzitter;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Executieve, in de persoon van de Voorzitter en de Gemeenschapsminister van Economie, Middenstand en Energie;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Executieve, in de persoon van de Minister-Voorzitter;

Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Executieve, in de persoon van de Voorzitter en de Minister van Economie,

Kwamen overeen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit akkoord, moet worden verstaan onder :

- Instituut : het Economisch en Sociaal Instituut voor de middenstand;
- Hoge Raad : de Hoge Raad voor de middenstand;
- Regie : de Regie der gebouwen.

Art. 2. § 1er. La propriété des bâtiments de l'Institut, situés rue du Congrès 33 et 33A, rue de l'Enseignement 87 à 95, rue de la Presse 1 à 13, à 1000 Bruxelles et cadastrés section C, n° 268 A2, 268 B2 et 268 W, ainsi que des droits et obligations y afférents et des œuvres d'art reprises à l'annexe au présent accord, sont transférés en indivision à concurrence de 50,98 % pour l'Etat, 2,5 % pour la Communauté française, 5 % pour la Communauté flamande, 11,72 % pour la Région wallonne, 16,73 % pour la Région flamande et 4,07 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Les parties contractantes décident de charger la Régie de les mettre en vente le plus rapidement possible.

§ 3. Les parties contractantes décident de charger la Régie de l'établissement d'une étude portant sur la meilleure affectation future à donner aux bâtiments et à la suite de celle-ci, de l'obtention d'une Attestation urbanistique n° 2, de manière à concilier leur valeur patrimoniale et architecturale, les impératifs urbanistiques et les intérêts des propriétaires indivis.

§ 4. Après apurement des charges relatives aux bâtiments, notamment de l'emprunt contracté par l'Institut en vue de leur acquisition, le produit de leur vente sera réparti à concurrence des pourcentages visés au § 1er entre les parties.

§ 5. Au moment de cette vente et en déduction de la part revenant à l'Etat, un montant de 350 000 F sera versé à la Communauté flamande, 175 000 F à la Communauté française, 820 400 F à la Région wallonne, 1 171 100 F à la Région flamande et 284 900 F à la Région de Bruxelles-Capitale, constituant la solte de la reprise par l'Etat de l'œuvre d'art « Le Dénicheur d'Aigles » de Jef Lambeaux.

Art. 3. § 1er. Les œuvres d'art reprises à l'annexe au présent accord seront vendues avec le bâtiment à la condition expresse que l'acheteur fournisse la garantie qu'elles y seront maintenues.

§ 2. Dans le cas contraire, les parties décideront à ce moment de l'affectation à leur donner, la valeur des œuvres ne pouvant être estimée qu'à celle fixée dans l'annexe au présent accord et la clé de répartition de leurs prix étant celle des pourcentages cités à l'article 2, § 1er.

Art. 4. Durant les opérations de vente et à partir du 1er juillet 1991, les parties au présent accord confient à la Régie la gérance des bâtiments ainsi que des droits et obligations y afférents et des œuvres d'art visées à l'article 3.

Ceci inclut notamment :

- l'entretien de l'immeuble et son maintien en état;
- le maintien en service et le paiement du traitement du concierge;
- le paiement des frais liés au bâtiment, en particulier les assurances, charges d'emprunt et le précompte immobilier;
- les rapports avec le locataire et l'encaissement des produits locatifs et des intérêts de la caution déposée par les locataires.

Art. 5. Les parties conviennent que les représentants de l'Etat en la personne du Ministre de tutelle, inviteront les organes de l'Institut à résilier les contrats d'assurance de droit commun qui concernent les membres de l'Institut et qui expirent le 31 décembre 1991.

Art. 6. Les dispositions des articles 2 à 4 feront l'objet d'une convention à conclure entre les parties contractantes et la Régie, dans laquelle seront également prévues les modalités de répartition des soldes débiteurs et créditeurs des charges des bâtiments suivant les pourcentages cités à l'article 2, § 1er.

Art. 7. § 1er. Les parties au présent accord, via l'institution qu'elles désignent, disposent d'un droit de consultation gratuit sur les ouvrages de la bibliothèque de l'Institut qui ont été transférés au Conseil supérieur des classes moyennes, à la Communauté française et à la Communauté flamande.

§ 2. A cette fin, la Communauté française et la Communauté flamande informent les autres parties contractantes du lieu où peuvent être consultés les ouvrages de la bibliothèque de l'Institut relatifs aux métiers d'art qui leur ont été transférés.

§ 3. Les autres ouvrages de la bibliothèque, transférés au Conseil supérieur, peuvent être consultés au cinquième étage de la Tour Stevens, rue J. Stevens 7, à 1000 Bruxelles.

Art. 2. § 1. De eigendom van de gebouwen van het Instituut, gelegen Congressstraat 33 en 33A, Onderrichtstraat 87 tot 95, Druipersstraat 1 tot 13, te 1000 Brussel en gekadastréerd sectie C, nr. 268 A2, 268 B2 en 268 W, alsook de daarbij horende rechten en verplichtingen en de kunstwerken beschreven in de bijlage bij dit akkoord, worden in medeëigendom overgedragen ten belope van, respectievelijk, 50,98 % aan het Rijk, 5 % aan de Vlaamse Gemeenschap, 2,5 % aan de Franse Gemeenschap, 16,73 % aan het Vlaamse Gewest, 11,72 % aan het Waalse Gewest en 4,07 % aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. De verschillende partijen bij dit akkoord besluiten de Regie ermee te belasten die gebouwen zo snel mogelijk te koop te stellen.

§ 3. De verschillende partijen bij dit akkoord besluiten de Regie te belasten met de opmaak van een studie betreffende de beste toekomstige bestemming die aan de gebouwen kan worden gegeven, en hieruit voortvloeiend, het het bekomen van een Stedebouwkundig Attest nr. 2, ten einde hun vermogensrechtelijke en architecturale waarde, de voorschriften inzake stedebouw en de belangen van de gemeenschappelijke eigenaars met elkaar in overeenstemming te brengen.

§ 4. Na aanzuivering van de lasten betreffende de gebouwen, inzonderheid van de lening die het Instituut heeft aangegaan om ze te verwerven, zal de opbrengst van de verkoop ervan tussen de partijen worden verdeeld ten belope van de percentages bedoeld in § 1.

§ 5. Op het ogenblik van die verkoop en na aftrek van het aandeel van de Staat, zal een bedrag van, respectievelijk 350 000 F aan de Vlaamse Gemeenschap, 175 000 F aan de Franse Gemeenschap, 1 171 100 F aan het Vlaamse Gewest, 820 400 F aan het Waalse Gewest en 284 900 F aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest worden betaald, te weten de compensatie voor de overname, door de Staat, van het kunstwerk « Le Dénicheur d'Aigles » van Jef Lambeaux.

Art. 3. § 1. De in de bijlage van dit akkoord vermelde kunstwerken zullen samen met het gebouw worden verkocht, mits de koper zich uitdrukkelijk ertoe verbindt dat zij er zullen worden behouden.

§ 2. In het tegenovergesteld geval, zullen de partijen op dat ogenblik beslissen welke bestemming aan die kunstwerken zal worden gegeven, waarbij de waarde van de werken niet meer mag bedragen dan de raming uit de bijlage bij dit akkoord en de verdeelsleutel met betrekking tot de opbrengst gelijk is aan die van de in artikel 2, § 1, vermelde percentages.

Art. 4. Tijdens de verkoop en met ingang van 1 juli 1991, belasten de partijen bij dit akkoord de Regie met het beheer van de gebouwen, alsook van de daarbij horende rechten en verplichtingen en van de kunstwerken bedoeld in artikel 3.

Dat houdt met name in :

- het onderhoud van het gebouw en het behoud ervan in goede staat;
- het in dienst houden en de betaling van de wedde van de conciërge;
- de betaling van de kosten verbonden aan het gebouw, in het bijzonder de verzekeringen, de lasten van de leningen en de onroerende voorheffing;
- de betrekkingen met de huurder en de inning van de huurgeden en van de rente van de waarborgsom gestort door de huurders.

Art. 5. De verschillende partijen komen overeen dat de vertegenwoordigers van de Staat, met name de toezichthoudende Minister, de organen van het Instituut zullen verzoeken de gemeenschappelijke verzekeringsovereenkomsten welke betrekking hebben op de leden van het Instituut en die verstrijken per 31 december 1991, op te zeggen.

Art. 6. Met betrekking tot de bepalingen van de artikelen 2 tot 4 moet een overeenkomst worden gesloten tussen de partijen bij dit akkoord en de Regie, waarin eveneens zal worden bepaald op welke wijze de debet- en kredietsaldo's van de lasten verbonden aan de gebouwen zullen worden verdeeld, overeenkomstig de percentages vermeld in artikel 2, § 1.

Art. 7. § 1. Via de door hen aangewezen instelling, beschikken de partijen bij dit akkoord over het recht om de werken van de bibliotheek van het Instituut, welke werden overgedragen aan de Hoge Raad voor de middenstand, aan de Vlaamse Gemeenschap en aan de Franse Gemeenschap, gratis te raadplegen.

§ 2. Daartoe delen de Vlaamse en de Franse Gemeenschap aan de andere partijen bij dit akkoord de plaats mede, waar de werken van de bibliotheek van het Instituut betreffende de kunstambachten, welke aan hen werden overgedragen, kunnen worden geraadpleegd.

§ 3. De andere werken van de bibliotheek, welke werden overgedragen aan de Hoge Raad, kunnen worden geraadpleegd op de vijfde verdieping van de Stevenstoren, J. Stevensstraat 7, te 1000 Brussel.

Art. 8. Le présent accord entre en vigueur à partir du 1er juillet 1991.

Art. 9. Les litiges entre les parties contractantes nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent arrêté sont tranchés par une juridiction de coopération créée par la loi du 23 janvier 1989 visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Fait à Bruxelles, le 10 juillet 1991 en autant d'exemplaires originaux que de parties au présent accord.

Pour l'Etat :

Le Ministre des Classes moyennes,
M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration
du Ministère des Travaux publics,
J. DUPRE

Pour la Communauté et la Région flamande :
Le Président de l'Exécutif,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Economie,
des Classes moyennes et de l'Energie,
N. DE BATSELIER

Pour la Communauté française :
Le Ministre-Président de l'Exécutif,
V. FEAUX

Pour la Région wallonne :
Le Ministre-Président de l'Exécutif,
B. ANSELME

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :
Le Président de l'Exécutif,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie,
R. GRIJP

Annexe : œuvres d'art

1 groupe en marbre d'après J.B. Carpeaux : « Ugolin », estimé à 5 000 000 F.

2 bustes en marbre de G. Geefs : « Louise-Marie », estimé à 200 000 F et « Léopold Ier », estimé à 150 000 F.

1 buste en bronze de C.L. Corbet : « Napoléon Bonaparte », estimé à 300 000 F.

1 buste en bronze de P. De Soete : « Le Baron Empain », estimé à 50 000 F.

4 bustes en marbre anonymes : 3 bustes de femme style XVIIIe, estimés à 180 000 F chacun et « L'Empereur Auguste » (XIXe), estimé à 100 000 F.

1 peinture XVIIIe anonyme : « Un écrivain », estimée à 150 000 F.

Art. 8. Dit akkoord heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1991.

Art. 9. De geschillen tussen de partijen bij dit akkoord, welke voortspruiten uit de interpretatie of uit de uitvoering van dit akkoord, worden beslecht door een samenwerkingsgerecht ingesteld bij de wet van 23 januari 1989 bedoeld in de artikelen 92bis, §§ 5 en 6, en 94, § 3, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

Opgemaakt te Brussel, op 10 juli 1991 in evenveel originele exemplaren als er partijen zijn bij dit akkoord.

Voor de Staat :

De Minister van Middenstand,
M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,
P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van Openbare Werken,
J. DUPRE

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest :
De Voorzitter van de Executieve,
G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Economie,
Middenstand en Energie,
N. DE BATSELIER

Voor de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter van de Executieve,
V. FEAUX

Voor het Waalse Gewest :
De Minister-Voorzitter van de Executieve,
B. ANSELME

Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :
De Voorzitter van de Executieve,
Ch. PICQUE

De Minister van Economie,
R. GRIJP

Bijlage : kunstwerken

1 groep in marmer naar J.B. Carpeaux : « Ugolin », 5 000 000 F geschat.

2 borstbeelden in marmer van G. Geefs : « Louise-Marie », 200 000 F geschat en « Léopold Ier », 150 000 F geschat.

1 borstbeeld in brons van C.L. Corbet : « Napoléon Bonaparte », 300 000 F geschat.

1 borstbeeld in brons van P. De Soete : « Le Baron Empain », 50 000 F geschat.

4 anonieme borstbeelden in marmer : 3 vrouwenborstbeelden Stijl XVIIIe, ieder 180 000 F geschat en « L'Empereur Auguste » (XIXe), 100 000 F geschat.

1 anonieme schilderij XVIIIe : « Un écrivain », 150 000 F geschat.

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 91 — 3360 (91 — 2832)

16 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 202 du 15 octobre 1991, à la page 22997 :

A l'article 2, dans le texte français, remplacer les mots « 1er février » par les mots « 1er janvier »;

à l'article 3, 2e ligne, dans le texte néerlandais, remplacer les mots « ieder van » par les mots « ieder wat ».

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 3360 (91 — 2832)

16 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 202 van 15 oktober 1991, op blz. 22997 :

In artikel 2, in de Franse tekst, de woorden « 1 februari » vervangen door de woorden « 1 januari »;

in artikel 3, 2e lijn, in de Nederlandse tekst de woorden « ieder van » vervangen door de woorden « ieder wat ».